

Accord professionnel
PROTECTION SOCIALE COMPLÉMENTAIRE DE PRÉVOYANCE
DES SALARIÉS NON CADRES
(Gard)
(1^{er} septembre 2009)
(Etendu par arrêté du 18 janvier 2010,
Journal officiel du 23 janvier 2010)

AVENANT N° 3 DU 7 DÉCEMBRE 2015
À L'ACCORD DU 1^{ER} SEPTEMBRE 2009 RELATIF À LA PRÉVOYANCE

NOR : AGRS1697220M

Entre :

Fédération départementale des syndicats d'exploitants agricoles du Gard

D'une part, et

SGA CFDT Gard Lozère

FNAF CGT du Gard

FGTA FO du Gard

CFTC-Agri Gard Lozère

SNCEA CFE-CGC section du Gard

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

PRÉAMBULE

L'avenant n° 4 de l'accord national du 10 juin 2008 sur une protection sociale et complémentaire en agriculture et la création d'un régime de prévoyance a notamment modifié le dispositif de prévoyance national en faisant évoluer les garanties minimales obligatoires et en prévoyant des garanties optionnelles afin de permettre aux organisations syndicales de salariés et d'employeurs de renégocier leur accord en adaptant leurs garanties aux options déterminées nationalement.

Considérant cette évolution, les partenaires sociaux du Gard ont fait le choix de rejoindre le dispositif mis en place par l'accord national et de faire bénéficier les salariés d'un système de garanties collectives obligatoires à un niveau supérieur au socle national. A ce titre, ils ont retenu certaines garanties proposées à titre optionnel par l'accord national.

Cet avenant a pour objet de formaliser cette évolution.

Ainsi, les partenaires sociaux ont convenu ce qui suit.

Article 1^{er}

Révision de l'accord départemental du 1^{er} septembre 2009 sur un régime prévoyance des salariés agricoles non cadres du Gard

Le présent avenant constitue un accord de révision au sens des articles L. 2261-7 et L. 2261-8 du code du travail.

Les dispositions de l'accord départemental du 1^{er} septembre 2009 sur un régime prévoyance des salariés agricoles non cadres du Gard, sont totalement abrogées.

Dès lors, les dispositions et articles ci-après se substituent à l'intégralité des dispositions consolidées dudit accord.

« Préambule

Par le présent accord, les partenaires sociaux de l'agriculture du département du Gard ont souhaité améliorer le régime de prévoyance (en dehors du dispositif frais de santé) au niveau départemental comme le leur permet l'accord national du 10 juin 2008 « sur une protection sociale complémentaire en agriculture et la création d'un régime de prévoyance » en retenant à titre obligatoire des options définies nationalement.

Les partenaires sociaux entendent ainsi permettre aux salariés agricoles non cadres de bénéficier d'une prévoyance offrant un bon niveau de garanties en contrepartie d'un coût raisonnable afin notamment de :

- favoriser la fidélisation des salariés et renforcer l'attractivité de la branche ;
- assurer la pérennité du régime en mutualisant les moyens avec d'autres territoires de France.

Le présent accord est un accord autonome de la convention collective des exploitations agricoles du Gard du 1^{er} avril 2003.

Article 1^{er}

Champ d'application

Article 1.1

Champ d'application professionnel

Sont visés, de manière obligatoire, par le présent régime, l'ensemble des employeurs et des salariés non cadres, y compris les apprentis, des exploitations agricoles de polyculture, élevage de quelque nature, arboriculture, viticulture, maraîchage, pépinières, ainsi que dans les établissements de toute nature dirigés par les exploitants agricoles en vue de la transformation, du conditionnement et de la commercialisation des produits agricoles, lorsque ces activités constituent le prolongement de l'acte de production ou dans les structures d'accueil touristique qui ont pour support l'exploitation, et cela quelques soient les formes juridiques adoptées et en général des cultures spécialisées, qui ne sont pas des entreprises publiques dont le personnel est soumis à un statut législatif et réglementaire.

Article 1.2

Champ d'application territorial

La présente convention a pour objet de déterminer les conditions de garanties en matière de décès, d'incapacité temporaire et d'incapacité permanente dans des entreprises visées à l'article 1.1 sises dans le département du Gard et dont :

- soit le siège, représenté par des bâtiments d'exploitation ou des bureaux ;
- soit les terrains de culture ou les chantiers,

sont situés sur le territoire du département du Gard.

Article 2

Bénéficiaires

Par dérogation aux dispositions de l'accord national, les dispositions du présent accord s'appliquent à tout salarié non cadre non affilié à l'AGIRC, relevant du champ d'application du présent accord et ayant au moins 6 mois d'ancienneté continue dans l'entreprise. Toutefois pour les garanties relatives au décès aucune condition d'ancienneté n'est requise.

Sont donc exclus du dispositif prévoyance :

- les cadres et personnels relevant de la convention collective du 2 avril 1952 et de la caisse de retraite complémentaire cadre en application des décisions de l'AGIRC et bénéficiant à ce titre du régime de prévoyance défini dans la convention précitée ;
- les salariés tels que définis ci-dessus relevant d'un accord collectif étendu plus favorable que le présent accord ;
- les VRP et bûcherons-tâcherons relevant d'autres dispositions conventionnelles.

La condition d'ancienneté est réputée acquise au 1^{er} jour du mois civil suivant celui au cours duquel le salarié acquiert six mois d'ancienneté.

Article 3

Entrée en vigueur et durée

Le présent accord est conclu pour une durée indéterminée.

Il entrera en vigueur le premier jour du trimestre civil suivant la date de parution de son arrêté d'extension.

Article 4

Garanties

Les entreprises et exploitations agricoles du Gard comprises dans le champ d'application du présent accord appliquent les dispositions de l'accord national modifié du 10 juin 2008 sur une protection sociale complémentaire en agriculture et la création d'un régime de prévoyance, à l'exclusion des dispositions sur les frais de santé (art. 4 dudit accord).

Aucune condition d'ancienneté ne s'applique sur la garantie décès de base.

Par ailleurs, les garanties optionnelles nationales du dispositif prévoyance suivantes sont rendues obligatoires :

- la mensualisation légale, l'assurance charges sociales correspondante et l'option complément mensualisation améliorée jusqu'à 90 %. Cette option est à la charge exclusive des employeurs ;
- le relais mensualisation à 10 % (6 mois d'ancienneté). Les employeurs prennent en charge 8 % du coût de cette option et les salariés 92 % de son coût ;
- la majoration du capital décès de 25 % par enfant à charge (sans condition d'ancienneté). Cette option est à la charge exclusive des employeurs ;
- les frais d'obsèques en cas de décès des ayants droit (sans condition d'ancienneté). Cette option est à la charge exclusive des employeurs ;
- la rente éducation pour les enfants à charge en cas de décès du salarié (sans condition d'ancienneté). Cette option est à la charge exclusive des employeurs ;
- l'invalidité vie privée 2^e et 3^e catégorie majorant de 20 % le salaire mensuel brut de référence (6 mois d'ancienneté). Cette option est à la charge exclusive des salariés ;
- l'incapacité permanente partielle supérieure à 66,66 % majorant de 20 % (6 mois d'ancienneté). Cette option est à la charge exclusive des employeurs.

Le détail de ces garanties figure en annexe au présent accord. »

Article 2

Dépôt et extension

Une fois le délai d'opposition expiré et à condition qu'il n'y ait pas d'opposition majoritaire, les parties signataires demandent l'extension du présent avenant à toutes les exploitations et entreprises entrant dans son champ d'application. Il sera déposé au pôle « politique du travail » de la DIRECCTE.

Le présent accord sera établi en nombre suffisant pour être déposé selon les formalités prévues à l'article L. 2231-6 du code du travail.

Les parties signataires sont convenues de demander, sans délai, l'extension du présent accord.

Fait à Nîmes, le 7 décembre 2015.

(Suivent les signatures.)